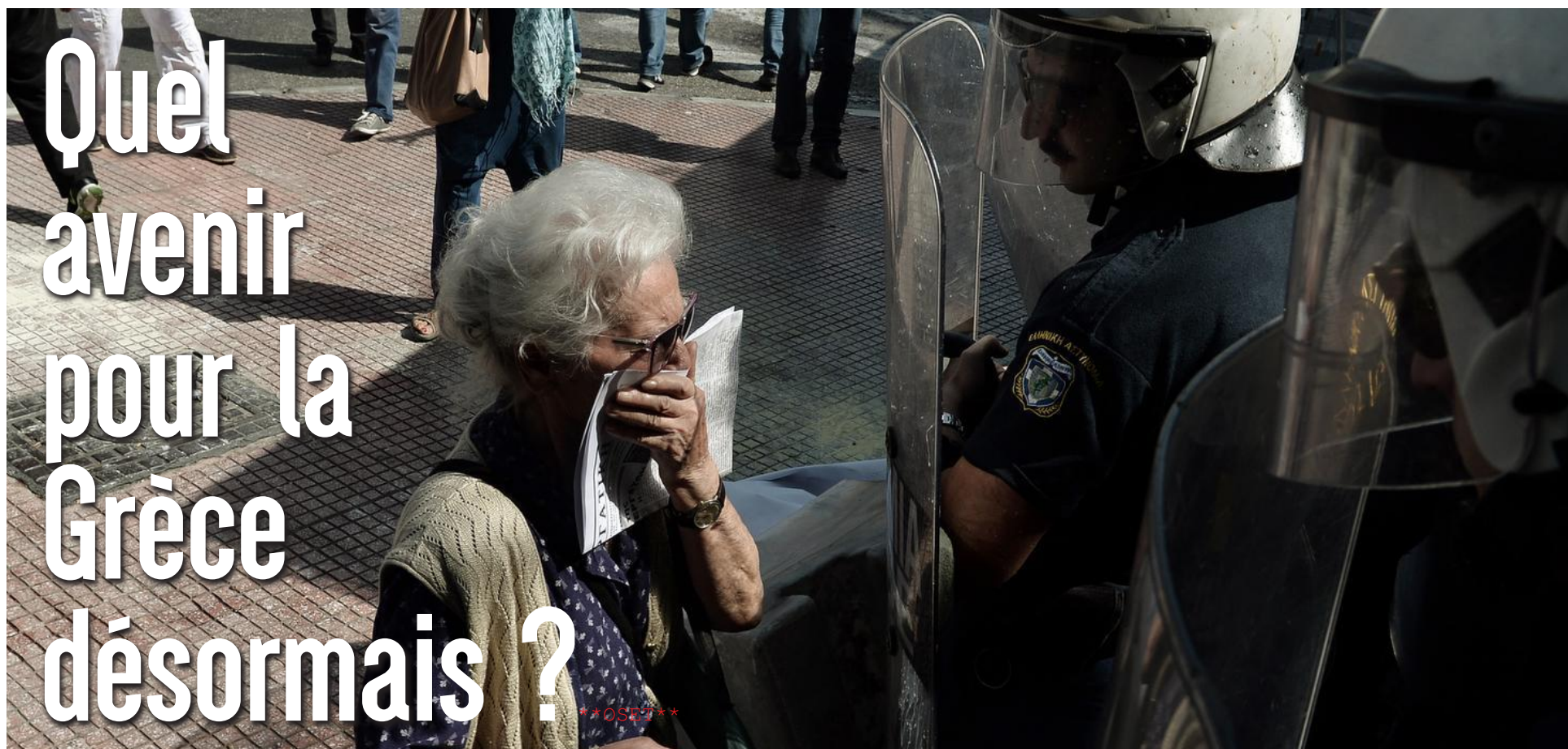


L'ENTRETIEN



Les manifestations anti-austérité se poursuivent à un rythme soutenu en Grèce. Ici des retraités après une sixième coupe dans les retraites. AFP

Après avoir fait la Une de l'actualité, la Grèce a presque disparu des écrans radar. Ancien membre de Syriza, Stathis Kouvelakis sera en conférence à Troyes le 24 novembre à ce sujet.

LE 3^E MÉMORANDUM

☒ **La capitulation de Tsipras.** Le 13 juillet 2015 est considéré désormais comme marquant la capitulation grecque. À cette date, le gouvernement Syriza-Anel conduit par Alexis Tsipras a conclu un accord avec l'Union européenne, qui s'est soldé par la signature officielle d'un troisième mémorandum le 14 août 2015. Où en est la Grèce depuis ?

Pouvez-vous vous présenter en quelques mots ?

Je suis professeur de philosophie au King's College de Londres. J'étais membre du comité central de Syriza de 2012 à l'été 2015. Je suis à l'heure actuelle membre d'Unité populaire, un parti politique né le 21 août 2015 de l'aile gauche dissidente de Syriza. Avec la capitulation d'Alexis Tsipras en juillet 2015 nous n'avions pas d'autres solutions que de claquer la porte.

Quel regard posez-vous sur la Grèce actuelle ?

C'est un désastre. Le gouvernement est dans la continuité de ses prédécesseurs. Il ne fait qu'aggraver les choses, car le troisième mémorandum est encore pire que les précédents. La Grèce est déjà exsangue et vit sa sixième année de purge austéritaire. La totalité des biens et services publics est privatisée. Des leviers essentiels du pays, comme le trésor public, sont désormais sous la coupe des créanciers. Les hôpitaux sont devenus indignes d'un pays civilisé. Enfin, l'État grec n'est plus qu'une

coquille vide, et les jeunes émigrent en masse. Le pays est plombé pour des décennies.

Comment vit la population ?

Les gens sont résignés et ne se sentent plus aucun pouvoir. Ils fournissent aujourd'hui des efforts incroyables simplement pour survivre.

Pourtant il y a eu une mobilisation sociale massive. Une des plus importantes d'Europe, qui a porté la gauche radicale au pouvoir avec Syriza. Mais ils ont vécu un renversement abyssal. Les reniements de Hollande sont ridicules à côté.

Et depuis l'extérieur du pays on ne soupçonne pas ce qu'il se passe. La situation apparaît comme normalisée, car les politiques européens s'estiment rassurés. La Grèce ne fait donc plus la Une des journaux. On pense que ça va mieux, alors qu'au contraire le pays s'enfonce. Mais la réalité de tous les jours parle. Les magasins se vident, il y a de très nombreux sans-abri. C'est dramatique.

Et depuis l'extérieur du pays on ne soupçonne pas ce qu'il se passe. La situation apparaît comme normalisée, car les politiques européens s'estiment rassurés. La Grèce ne fait donc plus la Une des journaux. On pense que ça va mieux, alors qu'au contraire le pays s'enfonce. Mais la réalité de tous les jours parle. Les magasins se vident, il y a de très nombreux sans-abri. C'est dramatique.

Y a-t-il un sentiment de révolte ?

Les gens se sentent trompés. Ils prennent toute la mesure de la trahison, qu'on leur a vendue comme un moindre mal.

Le gouvernement a voté il y a peu la sixième coupe dans les retraites. C'est une condamnation à la mort sociale et à l'extrême pauvreté pour les Grecs.

Tous ces événements paralysent l'action collective. Pourtant, les chiffres de la police estiment qu'il

y a déjà eu plus de manifestations durant le premier semestre 2016 que pour toute l'année 2015. Mais c'est une colère encore diffuse.

Que peut-on imaginer dans un avenir proche ?

Il est très difficile de prévoir. Mais une quelconque stabilisation est en tout cas inenvisageable. La seule carte du gouvernement en ce moment, c'est qu'il n'y a pas d'oppositions fortes. La droite pèse moitié moins qu'avant, et ne propose pas une alternative valable. Le parti d'extrême droite, *Aube dorée*, a pris de l'essor mais reste minoritaire. Et quelques formations radicales très jeunes nées de la « défaite » de Syriza, essaient de faire de leur mieux. Mais elles sont encore inexistantes à l'assemblée. La vérité c'est que les gens ne veulent plus parler ni entendre parler de politique.

700 000

Selon une étude, c'est le nombre de personnes qui ont fui la Grèce depuis la profonde crise qui a touché le pays. Parmi elles, pas moins de 420 000 Grecs ont préféré s'expatrier.

Quelle marge de manœuvre pour Tsipras ?

Aucune. En signant le troisième mémorandum, il a accepté de se plier à un calendrier très strict qui conditionne les prêts pour rembourser une dette illégitime. Cette situation pulvérise le fonctionne-

ment démocratique et institutionnel. Rester dans l'Europe pour la Grèce est définitivement synonyme d'austérité.

Qu'entendez-vous par dette illégitime ?

C'est une dette illégitime, avant tout parce que la population n'a jamais bénéficié de cet argent. C'était pour sauver les banques.

Quelles sont les solutions envisageables ?

Arrêter de rembourser la dette ! C'est sur cette base que des négociations peuvent se faire. Très peu de pays n'ont jamais été en cessation de paiement. En faillite, l'Allemagne s'est vu annuler sa dette en 1953 par exemple.

En raison de cette dette, les Grecs vivent aujourd'hui la privatisation de l'électricité, de l'eau, des biens fonciers du pays (lignes côtières, plages...), des aéroports (Athènes), des chemins de fer, du port du Pirée... C'est une colonisation du pays qui est à l'œuvre, sous un gouvernement de gauche radicale. Et en 2010, la première chose qui a disparu en Grèce, ce sont les conventions collectives et les accords de branche. C'est la jungle aujourd'hui dans le monde du travail, un peu comme ce que propose la loi El Khomry en France.

Peut-on imaginer cela ici ?

Non, la situation n'est pas similaire en France, mais toute la politique européenne est tournée vers une optique similaire. Les programmes des candidats républicains sont des mini-mémorandums.



« La Grèce est déjà exsangue et vit à l'heure actuelle sa sixième année de purge austéritaire ».

Stathis Kouvelakis

Que pensez-vous du Brexit ?

En Angleterre, ce sont les réactionnaires qui ont capitalisé sur le rejet croissant de la politique de l'UE. Il y a un fort ressentiment, xénophobe et nationaliste, qui est très inquiétant. Il faut donc une rupture franche avec le carcan actuel, sinon la gauche sous toutes ses formes va mourir sous peu. L'extrême droite l'a bien compris, et a une bonne longueur d'avance. C'est l'Angleterre appauvrie et oubliée qui a voté pour le « leave ». ■ PROPOS RECUEILLIS PAR JULIEN GEORGET

GRÈCE/EUROPE, QUELLES ALTERNATIVES ?

☒ **Conférence de Stathis Kouvelakis**, à l'invitation de l'association l'ÉclairCit en partenariat avec le collectif Aube de soutien au peuple grec. Rendez-vous le 24 novembre à 18 h 30, à la Maison des associations (salle 303) au 63, avenue Pasteur à Troyes.